

■■■ Impossible de distinguer au premier coup d'œil la présence ou non de pesticides dans le bouquet que vous achetez chez votre fleuriste (hormis dans de rares boutiques bio). La réglementation n'impose pas de limite de résidus pour les fleurs coupées non comestibles, il n'y a donc pas de contrôle. En 2017, 60 Millions de consommateurs avait analysé les roses vendues dans dix grandes enseignes. Le résultat était sans appel : aucun bouquet n'était exempt de substance chimique. Quarante-neuf molécules avaient été identifiées, parmi lesquelles des produits dangereux pour les abeilles. En février, dans son documentaire *Saint-Valentin : que cachent nos bouquets de fleurs ?*, le journaliste et militant écologiste Hugo Clément a enquêté dans un laboratoire néerlandais : quarante substances, dont le Goldazim, interdit en Europe, ont été retrouvées dans un bouquet de roses commercialisé par Monceau. « C'est impossible de ne pas recourir aux produits, concède Christophe Massel, conseiller en horticulture de Philaflor, un groupement de producteurs du Var. La fleur ne doit pas avoir d'imperfection, elle doit être parfaite ! » Les normes européennes de qualité (aucun défaut sur les boutons, tiges d'une bonne longueur...) l'emportent sur le recours, ou non, aux pesticides. Cela dit, beaucoup de produits ont été interdits en France, et les horticulteurs ont adopté des pratiques plus raisonnées, en premier lieu pour préserver leur santé. La production de roses, très gourmande en éclairage, chauffage et traitement phytosanitaire, a décliné en Provence au profit de la pivoine, de l'anémone ou de la renoncule. « La pivoine, très peu traitée, est passée numéro 1 des ventes ! En deux mois, des producteurs font leur chiffre de l'année », explique Christophe Massel. D'autant qu'elle s'exporte bien.

Michel Gueirard, président du marché aux fleurs d'Hyères et horticulteur, dénonce l'absurdité du système français, avec ses normes plus contraignantes que les européennes : « Enlever des produits phytosanitaires, c'est très bien en termes de com, mais comme les nouveaux sont



moins efficaces, on traite plus ! » Dans le premier marché aux fleurs coupées de France, sorte de Rungis du végétal qui fait travailler 450 horticulteurs du Var, on mise sur le local, la culture extensive, à froid, adaptée au climat et aux saisons.

C'est un immense hangar aux mille effluves, où agapanthes, lys, germinis, alstroémères, lisianthus et glaieuls défilent sur des chariots, les tiges plantées dans des seaux, devant des gradins peuplés d'acheteurs. Leurs têtes sont mises à prix à 6 heures, presque chaque matin, lors des ventes au cadran (des enchères inversées). Une fois achetées, les fleurs repartent sur une sorte de petit train dans l'arrière-salle, où grossistes et fleuristes les récupèrent et les fourrent dans leurs camions frigorifiques. Il faut faire vite : à 8 heures, tout doit être plié ! 50 % des fleurs vont être vendues (dans les trois jours) sur le territoire français et 50 % exportées. Étonnant, alors que la France manque de fleurs... Patrick Carrasco, le plus important grossiste

Rungis du végétal. À Hyères, le plus important marché de fleurs coupées de France, où a lieu une mise à prix le matin lors de ventes au cadran.

« On ne recherche pas la fleur parfaite, on veut un produit proche de la nature. » A. Venant

du marché de Hyères, a fait de l'export son activité principale : il vend aux Russes « tout ce qui est beau et cher » via les Pays-Bas et aux Américains en direct, depuis l'aéroport de Nice.

Beaucoup de variétés produites dans le Var transitent par Aalsmeer (Pays-Bas) – sorte d'Amazon de la fleur qui tourne 24 heures sur 24 pour gérer le commerce mondial –, puis reviennent en France, à Rungis, avant d'être dispatchées sur le territoire. « C'est aberrant ! reconnaît un technicien du marché hyérois, mais les Néerlandais possèdent la meilleure logistique et les réseaux de transport les plus performants. » Un bilan carbone qui fait bondir l'ex-journaliste Hortense Harang, qui s'est mis en tête de fournir les fleuristes en fleurs françaises pour lutter contre les non-sens écologiques du marché horticole. Pour la cofondatrice de la start-up Fleurs d'ici, « ce n'est pas un problème d'approvisionnement mais de distribution : il faut faire se rencontrer offres et demandes locales ».

Local. Raccourcir les circuits : une idée dans l'air du temps inspirée du mouvement Slow Flower. Même le grossiste azuréen Carrasco s'y est mis : le fleuriste en ligne Monsieur Marguerite, qui commercialise des fleurs 100 % françaises, est un de ses gros clients. Tout « inutile » qu'elle soit, la fleur a encore un bel avenir. De nouveaux acteurs idéalistes, qui refusent de passer pour des ayatollahs, débarquent sur le marché avec l'envie de changer les mentalités et les habitudes de consommation. À Paris, Désirée s'appête à ouvrir sa troisième boutique de fleurs « écoresponsables ». Des variétés de saison qui proviennent de Rungis ou d'Hyères, d'une ferme florale francilienne, voire d'Italie. « On ne recherche pas la fleur parfaite, on veut un produit proche de la nature, défend Audrey Venant, l'une des cofondatrices, ex-acheteuse chez Métro. On ne peut pas révolutionner le marché de la fleur en claquant des doigts, il faudra dix ou quinze ans. » Le temps pour le client d'abandonner l'idée d'acheter des roses à la Saint-Valentin... ■

COURT LAURENT/ABACA POUR « LE POINT » (X2)